

monde catholique serait saisi d'horreur si son ministre osait présenter son opinion, quelque avant qu'il fût, comme on pour remplacer la doctrine de Jésus-Christ qu'il était supposé avoir apprise avant son admission au sacré ministère, et qu'il était tenu d'enseigner ensuite. Mais le raisonnement prêté à changé tout cela. Le monde de nos jours, ou au moins dans le langage que nous sommes accoutumés d'entendre, reconnaît l'homme qui se revêt d'un costume grave et révélateur et qui s'inscrit (volontairement) les pensées qui se présentent à son esprit, en lisant un passage de la Bible à tout auditoire qui l'écoute, comme un "prêcher" ou un "prêcheur" d'est un "ministre de l'Evangile"; un ministre de l'Evangile c'est un "ambassadeur de Dieu"; alors ils vous diront : voyez Mathieu, Marc, Luc, Jean, les actes des apôtres, les Epîtres et l'Apocalypse, tel chapitre et verset et ainsi, par une transition trompeuse et ascendante du langage humain et une perversion directe des écritures, ils en viennent à passer pour des personnes que Jésus-Christ a envoyées pour opérer l'œuvre de son ministère.

65. Je ne voudrais pas vous faire manquer aux usages conventionnels de la société, ou aux égards de la vie sociale, par lesquels on reconnaît en eux le caractère du sacré ministère. Mais parlant suivant la vérité de Dieu et les intérêts éternels d'âmes immortelles, il est absolument nécessaire de connaître les prétentions et d'examiner les bases ou les fondements sur lesquels elles sont supposées appuyées. Par qui ont été envoyés ces soi-disant ministres de Jésus-Christ? C'est une question essentielle (test). L'Eglise de Dieu est plus ancienne qu'eux. Les a-t-elle envoyés? Certainement non. Les avait-elle envoyés pour remplir ses propres fonctions? Mais même si elle l'avait fait, d'abord lorsqu'ils ont cessé d'être fidèles à leurs instructions, elle a révoqué leur mission et annulé leur autorité. Dieu les a-t-il députés comme envoyés extraordinaires? Alors, comme St. Paul, qu'ils en appellent aux miracles pour prouver leur mission, et que comme lui aussi ils cherchent la doctrine qu'il avait révélée à son Eglise. Il est certain qu'un premier lieu ils n'ont pas été envoyés par aucune autorité pré-établie, car aucune dans l'Eglise catholique ou dans aucune autre soi-disant Eglise sur la face de l'Eglise. Par exemple lorsqu'Arins ou Nestorius, ou Eutychès, ou Pélage, ou Wald, ou Wicel, ou Huss, ou Luther, ou Cranmer, ou Calvin parut, de quelle autorité possible un seul d'entre eux pouvait-il tirer son mission pour défendre les différentes écoles de l'opinion privée qui ont dicté ou qui dictent leurs adhésions? Qui les a envoyés? Ce n'est pas l'Eglise, car l'Eglise a été les autorités à abattre l'Eglise que le Fils de Dieu avait instituée. Ce n'est pas eux-mêmes; car aucun homme ne peut s'envoyer lui-même, pas plus qu'il peut se baptiser. Qui les a donc envoyés? Ce ne sont pas leurs successeurs, car ce n'était qu'en conséquence d'une prétendue mission qu'ils pouvaient avoir des successeurs. Ce ne sont pas les empereurs de l'empire d'orient, ni ceux d'occident, car les empereurs sortent de la terre et appartiennent à la terre. Ce ne sont pas les princes d'Allemagne ni les parlements d'Angleterre, car ils n'ont aucun pouvoir ou autorité de ce genre à conférer. Par qui donc ont-ils été envoyés en première lieu? évidemment ils n'auraient aucune mission de Dieu, ils n'auraient pas été envoyés par lui et ne pouvaient pas être envoyés par un autre.

Maintenant je vous en prie, cher lecteur, parcourez cette lettre une seconde fois et avec plus d'attention et étudiez sérieusement l'importance de son contenu. Il y a, à présent, une certaine forme et ordre de mission pour ceux qui se font prêcheurs de l'Evangile par les raisonnements privés. Mais à la vue de l'homme, il n'y a aucune preuve raisonnable de la légitimité de ses opérations et il ne peut y avoir en vue de Dieu aucune réalité, par rapport au besoin de preuves ostensibles. Examinez cette question. L'Economie de Dieu dans l'organisation de son Eglise est manifestée comme nous l'avons vu. "Comment peuvent-ils prêcher, s'ils ne sont envoyés?" et ceci ne varie pas dans son analogie avec l'exercice extérieur de son pouvoir tout puissant dans la création matérielle et dans le gouvernement du monde. Tout rayon de lumière réfléchi par la terre doit avoir un soleil d'où il est parti. Tout arbre qui croît doit avoir une racine par laquelle il tire sa nourriture pour renouveler ses rameaux verts. Tout ruisseau ou rivière que l'on voit couler à la surface doit avoir une source qui lui fournisse ses eaux. Tout ministre dans l'Eglise, une, sainte, catholique et apostolique, et à présent et toujours, a été envoyé par un ordre régulier de ceux qui avaient été envoyés par les apôtres, qui avaient été envoyés par Jésus-Christ, que Dieu avait envoyés. Mais il n'en est pas ainsi pour les ministres de la religion parmi les raisonnements privés. S'ils sont un arbre, où est la racine? S'ils sont une rivière, où est la source d'où ils coulent? Fin de la lettre VI.

M. L. J. PAPINEAU.

Suite et fin.

"Devon-nous dire : nous obtiendrons de suite et en bloc le redressement de nos griefs, ou bien nous demanderons successivement la reconnaissance formelle et effective de tous nos droits? Nous montrons tout de suite et tout d'un bond au dernier échelon, ou bien nous y parviendrons en passant par tous ceux qui doivent nous y conduire?" Telle est la question que nous nous sommes posée dans notre dernière feuille; nous venons y répondre aujourd'hui.

Autrefois, sous l'ancienne constitution, M. L. J. Papineau et tous les défenseurs des Canadiens-Français dans le Bas-Canada, réclamaient de l'Angleterre le redressement des griefs du peuple; ils réclamaient un gouvernement plus équitable, plus libéral, plus populaire; ils réclamaient pour le Canada le droit de conduire plus efficacement ses affaires. Toutes ces réclamations étaient justes, l'Angleterre ferma l'oreille cependant, et M. Papineau ne vint pas autre chose que "tout ou rien." Il dit : "Nous avons droit d'obtenir tout, nous devons l'obtenir; et par conséquent jamais nous ne demanderons autre chose que tout." Cette politique, M. Papineau et ses amis la suivirent jusqu'en 1837, lorsque les malheureux événements, qui marquèrent la fin de cette année, firent remplacer les pouvoirs légaux et constitutionnels par des pouvoirs extraordinaires, des pouvoirs militaires, des pouvoirs anti-constitutionnels. Telle fut la politique d'alors.

Nous ne parlerons pas du règne de la loi martiale ni de celui du conseil spécial; c'était alors le règne du plus fort, le règne du lion. Le Canadien n'avait plus droit d'ouvrir la bouche; il ne pouvait avoir de politique ouverte et publique; en politique, il devait la renfermer dans son cœur, en attendant que Dieu eût pitié de notre malheureux pays. Il se soumit à la gravité des circonstances, et il se tut. Mais dans son silence, il n'en était pas moins éloquent; car jamais l'infortune ne put lui faire dire à ses gouvernants d'alors : "Vous me traitez avec justice."

A ce règne de terreur succéda le règne de l'Union, règne qui dure encore au moment actuel. Dès ce moment, les an-

ciens griefs du peuple disparurent; ils furent remplacés par ceux que suscitait l'Union, qui réunissait tous ceux de l'ancienne constitution joints à ceux qui avaient pour première cause les événements de 1837 et 1838, et pour seconde le ressentiment de nos gouvernants. Le Canadien dut donc oublier le passé pour ne penser qu'au présent et à l'avenir; il dut oublier ses malheurs d'autrefois, pour ne s'employer qu'à considérer et bien méditer sa position au jour, position que venait de lui faire une métropole irritée et encore toute teinte du sang de nos compatriotes. Cet examen, cette méditation approfondie lui découvrit toute l'étendue des desseins de ses gouvernants d'autre-mer. Il se convainquit que ce n'était pas son bonheur qu'on avait en vue en lui imposant l'Union de son pays avec le Haut-Canada, c'était sous une dette énorme et tout composée alors d'hommes désignés par le titre de Tories. Il se convainquit que ce n'était rien moins que son malheur que l'on voulait, qu'il n'en était rien moins que pour le perdre à tout jamais; que l'Union lui faisait alors? Devait-il de nouveau prendre les armes et crier à l'injustice, au meurtre social? Le recours aux armes avait été une folie en 1837 et 1838, il devait l'être bien plus après l'Union. Car le Canadien-Français se trouvait encore plus faible qu'à l'époque des premiers troubles, sans compter que l'effet moral de ces mêmes troubles n'était pas propre à engager de nouveau le peuple dans la même route.

Le peuple eut recours à une autre tactique; il se contenta de proclamer bien haut l'injustice de l'Acte d'Union; il fit voir par là à ses gouvernants qu'ils ne le poignarderaient pas sans qu'il s'en fût encore entendu. Depuis ce temps, il garda le silence; il se tut. L'Angleterre ne comprit pas ce silence; elle se mit à réprimer elle croyant que ses desseins allaient réussir. Elle s'imaginait que le peuple sommeillait; et elle laissa le nouvel acte avoir son coup d'essai, qui, selon elle, devait produire notre perte comme peuple. Mais elle se trompait.

Le peuple veillait encore; mais il faisait comme ses gouvernants, il usait de ruse. Il travaillait lentement, mais il travaillait bien. Il préparait pour plus tard son affranchissement, car il était dit : "Il serait beau pour un peuple de se servir, pour se sauver, de l'acte même fait pour le perdre." C'était cette pensée qui le soutenait au milieu de ses luttas, et qui ranimait son courage.

Lord Metcalfe représentait au milieu de nous notre auguste souverain. Les ministres anglais s'applaudissaient de la réussite de leur plan préparé pour le meurtre social des Canadiens-Français. Ils eurent donc lorsque c'en était fait de ceux-ci, et que jamais cette race de Canadiens Français n'aurait encore une partie du pouvoir en mains. Mais le peuple savait ce qu'il faisait, et les élections de 1848 l'ont prouvé.

Le peuple a retrouvé à l'ors toute cette énergie qui le distinguait si bien avant 1837, et qui ne cessait encore d'être son caractère distinctif durant les sept années de luttas qui venaient de s'écouler. Il comprit que l'heure de son réveil était comée; qu'il ne devait plus se taire, mais bien repaître en plein jour, et dire à ses gouvernants : "Justice enfin." Ce cri, il l'a jeté aux dernières élections; aussi a-t-il triomphé. Son triomphe a ramené dans les conseils du représentant de la souveraineté ces mêmes hommes que l'Angleterre, par l'Acte d'Union des Canadas, voulait à tout jamais éteindre du pouvoir. C'est réellement le peuple qui conduit aujourd'hui ce doit-il faire? Doit-il dire encore : "Il ne faut tout, ou il ne faut rien?" Jamais.

Après l'Union, il aurait bien pu dire encore une fois : "C'est un acte inique, fait pour me perdre; je n'en veux pas; je le rejette," et puis courir aux armes. Cette liberté il l'avait bien, mais il sentit que la sagesse lui défendait d'en user. Il comprit qu'il fallait d'abord se placer un pouvoir, afin d'être plus à même de se faire entendre. D'où l'on voit que la doctrine de M. Papineau, cette doctrine, renfermée en ces trois mots "tout ou rien," commençait déjà à être sur le déclin et à être rejetée par tout le peuple.

Aujourd'hui le peuple ferait-il autrement? retournerait-il encore par hasard au "tout ou rien"? Ferait-il aujourd'hui à la voix de M. Papineau, cet illustre exilé, qui est demeuré étranger à nos sept années de luttas, ce qu'il n'a pas voulu faire depuis 1840? Croirait-il par hasard que M. Papineau, par sa politique théorique, fera plus que les chefs actuels du parti libéral? Croirait-il même que M. Papineau ferait autant que les hommes qui tiennent aujourd'hui le pouvoir? Croirait-il encore que les résultats de la politique de M. Papineau seraient aussi favorables au pays que ceux de la politique suivie par nos chefs depuis 1840? Non, il ne pourrait pas le croire; car il a l'expérience du passé, et le passé est un grand maître. Il sait que tous les malheurs, les incendies et le sang versé en 1837 et 1838, ont été les résultats non prévus à l'avance (roule le croyons bien) de la politique théorique de M. Papineau. Il sait d'un autre côté que la situation actuelle du pays est le résultat de la politique pratique des ministres du jour. Quelle différence! Il voit qu'au bout de sept années, nous avons plus obtenu que M. Papineau n'a pu obtenir durant plus de vingt années.

En face de pareils événements, en face de résultats si différents, si opposés, le peuple se dit encore : "Il n'y a pas à balancer, nous suivrons nos chefs actuels."

Il faut bien s'en souvenir, le peuple a le jugement droit, et il sait bien, lui, son fait du bien, ou si un ne lui donne que la démolition, les ruines, le deuil et la mort. Il sait bien aujourd'hui qu'avec de la constance et de la persévérance il fait que justice se fasse. Il sait bien aujourd'hui qu'en ne vaillant pas monter de suite et tout d'un bond au dernier échelon, il pourra plus tard et plus sûrement y parvenir, et cela en parcourant tous les échelons qui conduisent à ce dernier. Ce n'est pas une raison de dire que pour cela le peuple laisse la main qui l'accable et lui fait mal. Non; il dit encore aujourd'hui par ses organes ce qu'il disait en 1837 et ce qu'il disait après l'Union : "Tu nous feras justice." Mais il ne dit pas : "Tu nous donneras tout à la fois ce que nous avons droit de demander." Il dit : "Tu nous donneras d'abord cette réforme, car nous y avons droit." Et l'Angleterre répond : "Tu l'auras." M. Papineau, lui, dirait : "Nous voulons tout," et l'Angleterre de dire : "Tu n'auras rien."

N'est-il pas mieux en effet, en nous servant de l'acte même fait pour nous perdre, d'augmenter nos forces et notre puissance pour demander et obtenir, et diminuer celles de nos gouvernants? Et remarquons bien que, dans cette augmentation de forces d'une part et diminution de l'autre part, le peuple ne continue pas à avoir avant de griefs. Non, c'est le redressement même, et le redressement efficace de tous ses griefs qui augmentent ses forces et diminuent celles des auteurs de l'Acte d'Union. Il prépare par là pour plus tard une justice signalée que ne manquera pas de lui rendre l'Angleterre qui, d'après des politiques anglaises du jour, amènera bientôt l'émancipation paisible de ses colonies, et en ce faisant, voudrait les laisser dans une condition telle qu'elles fussent en mesure de conserver une reconnaissance éternelle.

Tous nos griefs par leur redressement devront, selon nous, augmenter notre puissance de demander et nos forces pour obtenir, tandis qu'ils devront produire un effet contraire vis-à-vis de ceux qui nous refuseraient plus tard un grand acte

de sublime réparation. Et pour n'en citer qu'un exemple, la libre navigation du St. Laurent ne doit-elle pas produire cet heureux effet? ne rendra-t-elle pas en quelque sorte l'Angleterre moins capable de faire subir au peuple un joug pesant et lourd? ne rendra-t-elle pas en quelque sorte le peuple lui-même plus hardi, plus fort, plus capable, plus puissant pour la demande et l'obtention du redressement de ses autres griefs? Cela n'a pas besoin de plus d'explications; ça se comprend de soi-même, inutile d'en dire davantage.

Concluons donc que nos plus chers intérêts nous engagent à ne pas adopter le "tout ou rien" de M. Papineau, mais à continuer notre politique actuelle, et à demander successivement la reconnaissance formelle et effective de nos droits.

Laissons M. Papineau appeler cette politique une politique "vague et larvée"; laissons-le appeler cette politique "du modérantisme"; ce ne sont là que des mots. Les résultats ont déjà démontré que M. Papineau a tort, les résultats démontreront encore que M. Papineau a tort encore. Il n'en changera pourtant rien à sa ligne de conduite; il fera comme par le passé; car il croit seul avoir raison contre la masse de ses compatriotes. Laissons-le faire; s'il veut se perdre, qu'il se perde. Pour nous, ne perdons pas le pays pour lui; et s'il revient encore à la charge avec son système de théories, souvenons-nous toujours que c'est l'avenir de notre pays que nous avons en mains, et que nos descendants auront le sort que nous leur aurons préparé.

LIGNE DE STEAMERS.

Le Herald de samedi suggère d'établir une ligne de steamers entre l'Angleterre et Québec, et montre l'avantage de cette ligne sur celles de l'Angleterre aux ports des Etats-Unis. D'abord, la distance de Québec à Liverpool n'est que de 2,700 milles, tandis que celle de New-York à Liverpool est de 3,000 milles. Outre cela, la navigation y serait beaucoup plus facile et beaucoup plus sûre, ce que le Herald prouve par un long raisonnement, pour lequel nous n'avons pas d'espace aujourd'hui. Le Canada de plus a accès à 7 Etats Américains, et grâce à nos communications intérieures transbordements qui sont si nombreux aux Etats-Unis seraient presque entièrement évités. En sorte que, tout considéré, la route par le St-Laurent serait préférable à toute autre, et devrait être encouragée par la Grande-Bretagne. Nous concourons volontiers dans cette manière de voir de notre confrère du Herald, mais il serait bon, ce nous semble, de nous souvenir que nous avons un hiver de plusieurs mois durant lequel la navigation est interrompue, et qui certainement ne cesserait pas, lorsque nous aurions une ligne de steamers de Liverpool à Québec. Notre confrère ne fait nulle mention de l'hiver; nous ne pouvons pas croire cependant qu'il n'y ait pas pensé. Nous supposons qu'il entendait que cette ligne de steamers serait en activité entre Québec et Liverpool durant tout le temps que la navigation est libre sur le St. Laurent, et qu'après cela, les steamers voyageraient entre Halifax et Liverpool ou entre New-York et Liverpool. Cet arrangement serait encore assez bien, malgré cette interruption durant l'hiver, dans la ligne entre Liverpool et Québec, nous sommes portés à croire que les avantages qui résulteraient de cette entreprise, tant pour les actionnaires que pour le Canada, et les passagers eux-mêmes, seraient considérablement augmentés. Aussi voyons-nous avec grand plaisir notre confrère aborder ce sujet; nous espérons que d'autres feront de même, et montreront de plus en plus les avantages de cette ligne de steamers, telle que la suggère le Herald. C'est un sûr moyen d'engager les capitalistes à faire de grands efforts pour l'établir, et porter le gouvernement, tant impérial que colonial, à être favorable à une entreprise si propre à procurer l'avancement de notre pays, et à fournir au commerce les plus grandes facilités possibles.

Un de nos correspondants de Québec nous écrit : "M. O'Reilly, qui est ici depuis quelques jours, rapporte que déjà plus de QUATRE-VINGTS jeunes gens de sa paroisse, St. Denis, sont partis pour aller travailler à l'étranger, chez les propriétaires de Kamouraska et de St. Paschal." Nous ne pouvons qu'applaudir à une pareille nouvelle, elle est bien propre à encourager ceux qui s'adonnent avec tant de zèle à la belle cause de la colonisation des Townships. Il faut espérer que ce nouvel exemple réveillera chez nos compatriotes cette activité qui d'ordinaire ne leur manque pas, surtout lorsqu'il s'agit de quelque chose qui intéresse la prospérité du pays. Or, il n'y a pas de doute que s'il est au monde quelque chose qui doive influer sur l'avenir de notre beau pays, c'est la colonisation des townships. Espérons donc que tout le monde va enfin se mettre à l'œuvre. Mgr. de Montréal vient de faire connaître ainsi que son clergé qu'ils secondent cette grande œuvre de tous leurs efforts et toute leur énergie. Qui maintenant pourrait reculer? Lorsque le curé se sera mis de la partie, y a-t-il un seul paroissien qui ose ne pas le suivre? Y en a-t-il un seul qui voudra ne pas faire comme tous ses compatriotes? y a-t-il une seule paroisse qui voudrait s'attirer le titre de rétrograde? Nous ne le croyons pas. Bien loin de là; nous sommes convaincus que la belle entreprise de la colonisation des townships va recevoir l'appui de tous nos compatriotes sans exception; nous sommes convaincus que tous vont s'unir à leurs pasteurs, et rivaliser entre eux de zèle et d'énergie, afin de faire réussir ce qui est tant dans leur intérêt, dans celui de leurs enfants, et par conséquent dans celui du pays.

LETRE DE M. O'REILLY.

Nous transcrivons du Canadien la lettre suivante de M. O'Reilly. Nous nous permettons cependant de remarquer qu'il nous semble que "les politiques jemes et vieux" du pays ne doivent pas être exposés à des reproches en ce qui regarde la colonisation. Nous ne croyons pas que l'on pût désirer du gouvernement plus qu'il ne fait. Car il faut bien se souvenir que les ministres n'ont pas à s'occuper que de la colonisation. Il faut remarquer qu'ils ont encore à préparer leurs grandes mesures pour la prochaine session, outre une infinité d'autres choses, qu'on ne peut guère connaître que lorsqu'on a passé par les bureaux publics. Voici d'ailleurs cette lettre, où l'on retrouvera exprimés le même zèle et la même énergie que par le passé.

MONTREAL, samedi 27 mai 1848.

Monsieur le Rédacteur,

Si jamais j'ai pris la plume avec la conviction de remplir un devoir public, urgent et de la dernière nécessité, c'est en commençant cette lettre. Voilà bien à-peu-près deux mois que notre association a pris naissance dans la bonne ville de Montréal. Je ne vous parlerai point de l'enthousiasme, des vives et honorables sympathies qui l'accueillirent à son apparition. Elle avait fait concevoir de si brillantes es-

pérances! Elle devait réaliser une si grande somme de bien! Hélas! cet enthousiasme s'est refroidi; ces sympathies ont, dans bien des cours, fait place à une inconcevable indifférence; et notre espoir a pâli devant les retards, les obstacles et les rumeurs qu'amis et ennemis nous ont suscitées. Dans un temps les yeux du pays étaient fixés sur nous. Les Canadiens saluaient notre association comme le précurseur d'une ère nouvelle de prospérité. Les Anglais, Ecossais, Irlandais, en voyant nos bruyantes assemblées et nos grands discours, se demandaient que voulait dire ce mouvement, cette ardeur insolite chez une race qui semblait condamnée à une immobilité éternelle, à une apathie sociale, aussi glacée que celles des Russes et des Sibériens. Aujourd'hui ils répètent d'un ton triomphant : "Bah! nous savions d'avance que des Canadiens-Français étaient incapables de réaliser aucune réforme sociale!"

On vous a répété la même chose, à vous, M. le rédacteur, comme à moi-même, comme à bien d'autres. Et combien d'entre nous se sont laissés dire avec un sentiment d'acquiescement tacite? Cependant, nous trahissons l'attente de la haine, et nous arracherons par notre succès à nos adversaires l'aveu que les Canadiens peuvent, quand ils le veulent, réussir dans les nobles et les plus difficiles entreprises. Non, nous ne donnerons pas à ceux qui, par les cent bouches de la presse, proclament chaque jour, depuis cinquante ans, le manque d'énergie et d'unité parmi la race française en cette province, le plaisir de voir l'association des établissements canadiens avorter.

Tant qu'il me restera une plume et une main pour la tenir, j'écarterai pour gourmander les lâches, pour stimuler les paresseux, à avancer l'œuvre de la colonisation des townships. Je ne cesserai de plaider en faveur des Canadiens-français obligés de délaisser leur patrie pour chercher fortune chez l'étranger, que lorsque j'aurai réussi à leur trouver ample espace sur le sol canadien pour vivre heureux et prospères, ou que lorsque ma voix se sera pour toujours éteinte. Je ne me suis point engagé légèrement dans cette affaire; c'est la conviction et l'amour du bien qui m'y attachent. Et quand tous m'abandonneront dans la nonchalance de mon objet patriotique, je resterai fidèle à l'inspiration de la religion et à la voix de la patrie.

Vous cacherez-je, cacherez-je à tout le pays la douleur que me cause l'inaction funeste dans laquelle nous sommes tombés après d'aussi brillants, d'aussi heureux commencements? Jusqu'à présent, à l'exception de St. Denis de Kamouraska, pas une paroisse n'a donné signe d'approbation à notre société. Cependant toutes le devaient et toutes le pouvaient. Qui oserait nier l'urgence d'une action prompte, générale et simultanée? Néanmoins, les campagnes sont restées muettes sur la colonisation des townships.

L'émigration vers les Etats de l'élite de notre jeunesse a-t-elle donc suspendu son cours? Cette plaie profonde, invétérée, faite à votre race par la perte de tant de milliers de vos frères, s'est-elle donc cicatrisée tellement depuis le commencement d'avril, qu'il n'y ait plus d'apparence qu'elle se rouvre jamais? La plaie est saignée, encore, et, apparemment, elle saignera longtemps, si l'on se fie au patriotisme somnolent de nos politiques jeunes et vieux pour lui porter remède. Demandez à toutes les paroisses des districts de Québec et de Montréal si cette manie de s'en aller sur terre pour aller en Amérique a cessé? On nous comptera peut-être plus de trois mille Canadiens qui ont laissé, depuis trois mois, les bords du St. Laurent pour une terre plus fortunée? Eh! à Montréal on ne reproche chaque jour le départ de tant de familles respectables, qui se défont des leurs pour aller s'établir dans les prairies de l'Illinois ou à la Baie-Verte. Que faites-vous avec vos townships, me répétez-vous? Pourquoi cette lenteur à s'organiser dans les paroisses? Est-ce que M. le curé et leurs paroissiens ne sentent pas la nécessité d'empêcher leur jeunesse de s'expatrier et l'urgence de leur procurer moyen de s'établir en Canada?

Oh! on convient généralement de tout cela. Bien avantageux serait celui qui n'en conviendrait pas. Mais il en coûte de se mettre à l'œuvre. Et jamais cette fatidique suite, plus opportune en ce pays? Si depuis l'Ontario jusqu'au Golfe, les Canadiens-Français s'organisaient sans délai, et réclamaient d'une seule voix réparation prompte d'une longue injustice, les écouterait-on? Le jour en est venu. Monte à vous, Canadiens, si vous le laissez passer, dans une fatale inertie! Et malheur à vos enfants à cause de votre coupable négligence! Dès maintenant à jamais ils se verront peut-être forcés de se faire sur le sol natal, ou sous le joug d'un maître étranger, les vœux de ceux qui posséderont bientôt les belles terres que votre inactivité dénaturée leur perd aujourd'hui.

Il n'est point d'occupation qui dispense tout véritable ami du pays d'une prompte coopération à notre projet. Point de sacrifice de repos, de loisir qui le puisse empêcher de contribuer sa part individuelle à nos succès. Ne me parlez point du peu que nous avons pu faire à Montréal. Si vous aviez appuyé nos démarches, en vous organisant, en réclamant avec nous, nous aurions une meilleure nouvelle à vous annoncer. Il est tard, mais il est encore temps; et le mal qu'il s'agit d'arrêter n'est pas un mal d'un jour et ne finira pas dans un an. Au nom de Dieu et du Canada, à l'œuvre donc! Adressez aux ministres des requêtes de toutes les parties des campagnes. Dites que l'on a privé depuis trop longtemps vos enfants des moyens favorables de s'établir près du lieu de leur naissance, et que, dans l'intérêt de vos familles comme dans celui de la couronne et de cette belle colonie, vous réclamez une part équitable de l'héritage paternel.

Que l'association des townships compte dans ses rangs 100,000 Canadiens, et vous verrez si le succès de vos démarches sera douteux. Mais de doute, il n'en existe point même à présent. Le gouvernement hésite, parce que la loi même la concession des terres de la couronne. Que le peuple du Bas-Canada lui fasse savoir qu'il veut l'abrogation de cette loi, et plus de délai.

Laissons donc de côté les délais, les craintes sur la possibilité de mettre notre projet à exécution. Soyons unanimes à vouloir le succès, à y coopérer, et nous l'obtiendrons.

Je suis bien sincèrement,
Monsieur le rédacteur,
Votre tout dévoué serviteur,
B. O'REILLY.

RESOLUTIONS

A L'ASSEMBLEE D'YAMACHICHE.

Résolu, — Que le comté de St. Maurice repose dans la sagesse du ministère actuel, dans son dévouement aux intérêts canadiens la plus entière confiance; et que ce comté saisisse cette occasion d'une assemblée des électeurs, pour exprimer aux ministres sa satisfaction de leur avènement au pouvoir et l'espoir que le pays continuera l'appui qu'ils en ont reçu jusqu'à ce jour.

Résolu, — Que le comté ne peut qu'exprimer ses regrets, de ce que l'honorable Louis-Joseph Papineau, qui en fut nommé le représentant en professant de son adhésion aux principes li-